

## Les conséquences de la crise financière

## Les Européens franchissent un cap pour stabiliser la zone euro

Les Vingt-Sept s'orientent vers une réforme rapide du pacte de stabilité et un examen préalable des projets de budget nationaux par l'Union

Luxembourg  
Envoyé spécial

Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), avait fait le déplacement pour inciter les Européens à faire front face aux marchés. Les ministres des finances ont tenté, lundi 7 juin, au Luxembourg, de suivre ses conseils en annonçant un double accord : la refonte la plus rapide possible du pacte de stabilité et de croissance et la mise sur pied du fonds de stabilisation de la zone euro, prévu voici un mois.

## Le FMI appelle à muscler la discipline budgétaire

Le Fonds monétaire international (FMI) a pointé, lundi 7 juin, les dysfonctionnements de la zone euro. Un rapport remis par son directeur, Dominique Strauss-Kahn, aux ministres des finances de l'Union monétaire, met en cause la croissance « anémique », et les politiques budgétaires « non viables dans certains pays » de la zone euro. « Les gouvernants doivent prendre des mesures déterminées pour parachever le projet d'union monétaire », juge le FMI, en appelant à muscler la discipline budgétaire commune au sein de la zone euro. Le pacte de stabilité « n'a pas encouragé les Etats membres à saisir l'occasion de bâtir des réserves suffisantes et d'abaisser la dette à des niveaux prudents », note le FMI.

Pressés d'agir par la communauté internationale, les ministres des finances de la zone euro ont eu besoin de cinq nouvelles heures de négociations pour tomber d'accord sur les modalités de fonctionnement du fonds destiné à contrer les risques de contagion de la crise grecque à l'Espagne, au Portugal ou à l'Italie.

Doté de 440 milliards d'euros de garanties d'Etat, cet outil inédit sera susceptible d'emprunter de l'argent sur les marchés pour voler au secours d'un pays aux abois. Piloté par les Etats de la zone euro, il agira conjointement avec les moyens gérés par la Commission européenne (60 milliards d'euros) et avec les crédits du FMI (pour un montant total de 250 milliards d'euros).

Contre l'avis initial de la France, l'Allemagne a obtenu que chaque pays ne garantisse les futures levées d'argent qu'à hauteur de sa contribution au fonds. Une autre formule, la garantie solidaire de tous les Etats pour l'intégralité des emprunts, était privilégiée par la plupart des capitales, dont Paris. Mais elle serait revenue à une « union de transferts budgétaires » inacceptable pour les dirigeants allemands.

Au nom du FMI, qui s'inquiétait des retards pris depuis un mois pour créer cette structure, Dominique Strauss-Kahn s'est félicité d'une réaction « forte, puissante, organisée » de la zone euro. Le fonds ne sera cependant pas opérationnel avant quelques semaines : la société ad hoc créée au Luxem-



Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, Philippe Maystadt, président de la Banque européenne d'investissement, Georges Papaconstantinou, ministre grec des finances, et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, le 7 juin au Luxembourg. ERIC VIDAL/REUTERS

bourg doit encore négocier avec les agences de notation afin de disposer de la meilleure notation possible sur les marchés (AAA). De quoi alimenter de nouvelles discussions au sein de la zone euro.

Le compromis à peine conclu, Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, a passé le relais à Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen. Ce dernier réunissait pour la deuxième fois en deux semaines les ministres des finances des Vingt-Sept

afin de muscler la gouvernance économique de l'Union. Principale avancée agréée par le groupe de travail mis en place au plus fort de la crise de l'euro : la refonte, pour le durcir, du pacte de stabilité.

## Sanctions « préventives »

A l'issue des débats, le président du Conseil a assuré qu'un « large accord » prévalait au sujet du renforcement des sanctions, du volet préventif du pacte et de la prise en compte de l'endettement dans les

procédures pour déficit excessif. D'éventuelles sanctions « préventives » pourront ainsi être décidées avant qu'un pays ne franchisse le plafond fixé par le pacte de stabilité (3% du produit intérieur brut pour les déficits), si sa dette augmentait trop vite ou si ses dirigeants ne parvenaient pas à assainir les comptes en période de bonne conjoncture.

Les Vingt-Sept sont par ailleurs favorables, en grande majorité, à l'examen des budgets nationaux au niveau européen avant même

leur adoption définitive par les Parlements. « Il ne s'agira pas de court-circuiter les Parlements nationaux », a assuré M. Van Rompuy. L'idée est d'examiner les hypothèses retenues par chaque gouvernement, les recettes et les dépenses, mais sans entrer dans les détails.

Contre l'avis de l'Allemagne, les ministres des finances écartent en revanche à ce stade toute suspension des droits de vote d'un Etat incapable de maîtriser ses finances. « Cette idée n'est pas exclue, mais tout le monde est conscient que des sanctions non financières exigent une modification des traités », a observé M. Van Rompuy. De nouvelles réunions sont prévues d'ici fin juillet pour préciser les orientations prises lundi. D'ici là, le président du Conseil résumera l'état des discussions au prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, le 17 juin. A une semaine de la réunion, il se garde d'aborder les questions susceptibles de susciter de fortes tensions, en particulier entre les Français et les Allemands.

Nicolas Sarkozy souhaite, contre l'avis d'Angela Merkel, institutionnaliser les sommets de la zone euro. Les Allemands exigent par ailleurs la mise en place d'une procédure de mise en cessation de paiement des Etats incapables de redresser leurs comptes. Les Français, et la plupart des capitales, refusent cette perspective. Pour eux, il est essentiel de pérenniser le fonds de stabilisation de la zone euro, dont la durée d'existence a été limitée à trois ans.

Philippe Ricard

## Le gouvernement allemand veut économiser 80 milliards d'euros d'ici à 2014 pour réduire les déficits

Les baisses d'impôts sont repoussées, les entreprises et les ménages seront mis à contribution

Berlin  
Envoyés spéciaux

La chancelière allemande Angela Merkel a annoncé, lundi 7 juin, un plan d'austérité drastique, au terme de deux jours de négociations avec ses partenaires de coalition, les libéraux du FDP. Pour 2011, le gouvernement compte économiser 11,2 milliards d'euros, comme l'exige la nouvelle règle constitutionnelle, qui force à une

réduction minimale des déficits. D'ici à 2014, ce sont 80 milliards d'euros qui devront être économisés. Etat fédéral, entreprises, bénéficiaires de prestations sociales : tous les secteurs sont touchés, y compris le fameux château des Hohenzollern détruit pendant la seconde guerre mondiale et qui devait être reconstruit à Berlin : il attendra. Seules les pensions de retraites et les dépenses d'éducation et de recherche seront épargnées.

Première mesure, les baisses d'impôts sont reportées sine die. C'est un camouflet pour les libéraux qui en avaient fait un thème de campagne électorale quasi exclusif en 2009. Pendant le week-end, le ministre des finances, le chrétien-démocrate (CDU) Wolfgang Schäuble, a envisagé une hausse de la TVA et des taxes sur le tabac. Il y a finalement renoncé. Le vice-chancelier libéral, Guido Westerwelle, a ainsi trouvé de quoi garder la tête haute lors d'une conférence de presse commune avec M<sup>me</sup> Merkel lundi.

## Prestations sociales

Les entreprises vont contribuer pour environ la moitié de l'effort. Les exploitants des centrales nucléaires dont la durée de vie sera allongée seront taxés à hauteur de 2,3 milliards d'euros par an. Les chemins de fer seront soumis à une contribution de 500 millions d'euros et les banques de 2 milliards d'euros, mais à partir de 2012 seulement. Les établissements financiers vont être mis sous pression pour rembourser plus rapidement les prêts que leur a octroyés l'Etat pendant la crise financière. Une taxe aérienne pour les passagers quittant l'Allemagne va être instaurée.

Les prestations sociales vont, elles aussi, être réduites, en particulier les aides aux chômeurs et aux personnes dépendant des minimums sociaux, ce qui permettra d'économiser 4,3 milliards d'euros. Les allocations familiales seront aussi réduites, tout comme les aides au congé parental. Enfin, les primes au chauffage seront diminuées. Le chef du parti social-démocrate, Sigmar Gabriel, a regretté que les mesures touchent avant tout les plus démunis et les chômeurs. Le chef du groupe parlementaire Die Linke, Gregor Gysi, a dénoncé « une attaque contre la paix sociale et la démocratie ».

L'Etat fédéral, enfin, va réduire son train de vie. D'ici à 2014, jus-

qu'à 15 000 emplois de fonctionnaires et employés fédéraux seront supprimés, sur un total de 280 000. Ceux-ci n'auront pas droit à l'augmentation prévue de la prime de Noël.

La Bundeswehr, troisième plus gros budget, va faire des économies sur le personnel et l'armement. 40 000 postes sont concernés. Le ministre de la défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, est chargé d'évaluer l'impact de la suppression de la conscription. Sa suppression à moyen terme est désormais vraisemblable.

Le chef du syndicat des services Verdi, Frank Bsirske, a dénoncé la philosophie du plan : « Nous n'avons pas des problèmes de dépenses, mais des problèmes de recettes ». Le secrétaire au trésor américain, Tim Geithner, a demandé récemment à l'Allemagne, second exportateur mondial, de soutenir sa consommation intérieure. Sans succès.

Dans ce contexte, M<sup>me</sup> Merkel n'a pas pu recevoir le président français, Nicolas Sarkozy, qui devait se rendre à Berlin, lundi, dans la soirée. En début d'après-midi, elle a téléphoné au président français, prêt à s'envoler pour l'Allemagne. En plein tangage de la coalition gouvernementale, la chancelière n'était pas en état de se consacrer aux désaccords franco-allemands. Sa priorité est de faire adopter son plan d'austérité en Allemagne. Tant pis pour la mise en place d'une gouvernance économique en Europe.

De toute façon, Paris et Berlin étaient loin d'un accord. « Les négociations ne sont pas bien décentées. Depuis plusieurs jours, les Allemands sont entièrement concentrés sur leurs problèmes intérieurs et n'avaient pas le temps d'avancer », confiait, lundi, une source française. La visite du président français à Berlin est reportée au 14 juin.

Arnaud Leparmentier  
et Marion Van Renterghem

## La chute rapide et continue de l'euro suscite l'inquiétude

La monnaie s'est dépréciée de 16 % depuis janvier et retrouve son cours d'introduction

Cette fois, ça y est. L'euro est en train de renouer avec son cours d'introduction. Lundi 7 juin, il a chuté brièvement sous le seuil de 1,19 dollar, jusqu'à 1,1877 dollar, pour la première fois depuis mars 2006. Le jour de son lancement, le 4 janvier 1999, la monnaie unique avait terminé la séance à 1,18 dollar.

Malgré ce nouveau plongeon, les autorités européennes affichent une relative sérénité. « Je ne suis pas préoccupé par l'euro », a affirmé Jean-Claude Juncker, le chef de file des ministres des finances de la zone euro. Le discours politique a même parfois frisé l'optimisme. Ainsi, le premier ministre français, François Fillon, a indiqué, vendredi, ne voir « que des bonnes nouvelles dans la parité [le taux de change actuel] entre l'euro et le dollar », un soutien bienvenu aux exportateurs du Vieux Continent.

## « Un peu perplexe »

Même tonalité chez Didier Reyniers, le ministre belge des finances : « Un euro qui permet d'être plus compétitif (...) n'est pas un euro qui pose problème », a-t-il rappelé. Certains responsables ont tenté de dramatiser en rappelant que la monnaie commune se trouvait encore loin de son point bas historique, touché en 2000, à 0,82 dollar.

Ne faut-il donc pas s'inquiéter du niveau de la devise européenne ? « Quand on prend en compte les structures économiques de l'Europe, un euro à 1,20 dollar, ce n'est pas du tout aberrant », explique Natacha Valla, chef économiste chez Goldman Sachs France. « C'est étonnant, c'est la vitesse à laquelle l'euro s'est ajusté. » C'est d'ailleurs ce qu'a souligné le commissaire européen aux affaires économiques, Olli Rehn : plus que le taux de change actuel, c'est la rapidité de cette baisse qui est « préoccupante », a-t-il jugé.

Mais, justement, personne aujourd'hui ne peut vraiment pré-



dire ce qui permettra d'enrayer cette glissade. Depuis le début de l'année, l'euro s'est déprécié de 16 % par rapport au billet vert. Une chute violente, rapide et ininterrompue. Les marchés restent ultra-volatils. Une déclaration politique ambiguë ? L'euro baisse. Un chiffre décevant sur l'emploi américain ? Il baisse encore. Des doutes sur la santé budgétaire de la Hongrie ? Sa dégringolade s'accélère.

Même le plan de sauvetage massif de la zone euro, adopté début mai et finalisé lundi, a échoué à apaiser, ne serait-ce qu'un temps, les craintes des investisseurs. « Les réactions des marchés laissent un peu perplexe », note Natacha Valla. Dans ce contexte de grande fébrilité, les analystes n'excluent pas que l'euro tombe à 1,10 dollar d'ici quelques mois. voire quelques semaines.

Certains tirent la sonnette d'alarme et appellent les dirigeants européens à se prononcer plus clairement pour un euro fort. « On ne peut pas voir que l'aspect court-termiste de la compétitivité », affirme David Deddouche, stratège à la Société générale. Pour l'analyste, cette baisse brutale de la monnaie est un mauvais indicateur en termes de stabilité financière de la zone : « Les autorités doivent faire attention aux messages qu'ils délivrent si elles veulent que les investisseurs gardent confiance en l'euro. »

Marie de Vergès

Candidature jusqu'au  
18 juin sur [www.rmde.fr](http://www.rmde.fr)

LES VICTOIRES

de la Modernisation  
de l'Etat

2010

Dans les  
trois fonctions  
publiquesEtat  
Territoriale  
HospitalièreRemises le 7 juillet  
à l'Assemblée nationale

Organisées par acteurspublics

En partenariat avec LCP

Dans le cadre des Rencontres  
de la modernisation de l'Etat 2010

victoires@acteurspublics.com - 01 46 29 29 12